

*Initiatives ministérielles*

Le budget libéral de 1995 a réduit le budget de la défense au point de faire douter que nos forces terrestres soient capables de soutenir un rôle de combat. Je ferai remarquer au ministre des Finances qu'il faut que les forces armées soient financées jusqu'à un certain point pour demeurer viables. Nous avons atteint ce point-là. Or, le ministère de la Défense nationale se prépare à subir d'autres compressions budgétaires à un moment où notre gouvernement fait enfin appel aux forces armées pour accomplir une mission pour laquelle on aurait dû commencer par les équiper.

Aucun autre pays n'a négligé ses forces armées autant que le Canada. Au début des années 1960, les effectifs de nos forces armées s'élevaient à 120 000 membres; aujourd'hui, le gouvernement libéral réduit ce nombre à environ 60 000. Or, on exige toujours autant de nos forces armées, et nos militaires devront répondre à des exigences accrues à mesure que s'instaure le nouvel ordre mondial.

Les effectifs de notre armée toute entière se chiffrent à environ 23 000 membres, et sont inférieurs à ceux de la force policière de l'agglomération de Toronto. Nous pourrions faire entrer l'armée toute entière dans le stade B.C. Place pour assister à un match de football, et il y aurait encore de la place pour quelques milliers de spectateurs de plus.

Par ailleurs, nos forces armées ont presque été démilitarisées. Le gouvernement a formé et équipé nos forces terrestres pour des missions de maintien de la paix exigeant des troupes légèrement armées. Comme on n'enseigne pas ce qu'il faut aux commandants, cela pourrait conduire au désastre lorsqu'ils ont à faire face à une situation de combat intense. Cela, à un moment où les opérations classiques de maintien de la paix s'imposent de moins en moins.

Les missions de maintien de la paix font maintenant place aux missions d'imposition de la paix, qui exigent des compétences et du matériel dont le gouvernement a négligé d'équiper nos forces armées. Les libéraux ont fondé leur politique de sécurité uniquement sur le maintien de la paix, au détriment de notre préparation au combat et de nos moyens conventionnels.

Être entraînés et équipés pour remplir des missions de maintien de la paix prépare bien mal nos militaires à intervenir dans une situation de combat classique. C'est pourtant ce que les libéraux demandent à nos forces terrestres de faire aujourd'hui. À cause de la procrastination du gouvernement libéral, nos transports de troupes blindés vieux de 30 ans ne seront pas remplacés avant 1997. Les forces terrestres souffrent de lacunes dans leur infrastructure de soutien, dans les domaines de la santé et de la logistique.

• (1620)

Je voudrais citer une étude récente du Congrès des associations de la Défense:

... Les forces armées ne sont en fait que façade, ou bien un échiquier tridimensionnel où manquent beaucoup de pièces au niveau principal et il n'y a presque rien aux niveaux inférieurs.

Si les libéraux envoient nos forces terrestres dans cette mission de combat de l'IFOR en Bosnie, ce seront peut-être elles qui écoperont à cause du manque de leadership du gouvernement. Pas étonnant que le moral, dans les Forces canadiennes, soit au

plus bas. Le ministre de la Défense nationale, dans ses beaux discours, rejette le blâme sur le Parti réformiste. C'est ce que le gouvernement libéral a fait aux forces armées qui explique les problèmes de moral, problèmes qui, par ricochet, compromettent la capacité opérationnelle de nos forces terrestres. Au cours des trois dernières années, nous avons dû avoir des roulements de 3 000 personnes, tous les six mois, pour les missions de l'ONU. Ce n'est peut-être pas beaucoup, aux yeux de certains. De nombreux pays peuvent déployer des forces de cette ampleur sans difficulté. Cependant, vu la taille modeste de nos forces terrestres, de pareils roulements successifs représentent un lourd fardeau.

En fait, c'est un fardeau tel que l'entraînement qui, en temps normal, doit obligatoirement précéder toute mission ne se fait plus. Notre armée de terre a dû faire des pieds et des mains pour réunir les effectifs et les unités nécessaires afin d'honorer les engagements auxquels le gouvernement l'a astreinte.

Le ministre de la Défense nationale, c'est regrettable, impute encore au Parti réformiste, bien entendu, le seul qui veille sur les intérêts de nos troupes, les problèmes dont il est lui-même la cause. Le ministre est responsable des problèmes de moral, et il ne devrait pas refiler lâchement cette responsabilité à d'autres.

Le problème de moral a été bien étudié. Ainsi, les aumôniers, dans leur rapport d'août 1995, affirment que nous mettons le moral des troupes à très rude épreuve, mais elles doivent conserver ce moral pour pouvoir s'acquitter de leur travail. Ils ajoutent qu'il faut faire contrepois aux affectations, qui se succèdent rapidement et obligent les effectifs à des séjours prolongés loin de leur famille, par des périodes suffisamment longues chez eux. Le stress est à un niveau sans précédent, ce qui entraîne des problèmes dans la famille et d'autres difficultés graves.

Je trouve très inquiétant que le gouvernement engage des effectifs importants de notre armée de terre en Bosnie sans tenir compte du problème de moral que posent ces affectations par roulement. Nous ne pouvons pas compter sur les réservistes des forces terrestres pour prendre la relève. Nous avons besoin d'eux pour aider à maintenir notre capacité opérationnelle pendant que les troupes régulières participent à des missions de l'ONU. Pendant ce temps, le ministre de la Défense nationale annonce que le nombre de réservistes diminuera de 6 000.

Cette série rapide de déploiements n'est pas le seul facteur qui a contribué à miner le moral et l'efficacité opérationnelle de nos troupes. L'enquête sur les événements survenus en Somalie a également soulevé un certain nombre de questions au sujet du leadership de nos forces armées. Les problèmes relatifs au leadership ont été bien documentés par des officiers supérieurs des forces armées canadiennes. Par exemple, selon un rapport diffusé en mars dernier, les soldats auraient peu confiance dans les officiers supérieurs. Toujours selon ce rapport, les membres des forces armées canadiennes croient, en général, que les ambitions politiques et le carriérisme ont remplacé le leadership chez les officiers. Ce rapport signale que les soldats ont l'impression que la loyauté et les efforts des officiers supérieurs sont dirigés vers le haut et non vers le bas, c'est-à-dire vers la troupe. On y critique le fait que les leaders semblent très sensibles au respect des droits de la personne et au conformisme politique et négligent d'inculquer la culture militaire à leurs soldats. On y dit que